



Extrait du registre aux délibérations
du CONSEIL COMMUNAL
Séance publique du 25 mai 2023

Étaient présents : Alain RONGVAUX, *Bourgmestre - Président*
Monique JACOB, Anne SCHOUVELLER, Fabian FORTHOMME, *Échevins*
Chantal RONGVAUX, *Présidente du CPAS*
Eric THOMAS, Vinciane GIGI, Alycia CASCIANI, Stéfan LAHURE,
Lucie PONCELET, José SOBLET, Michel MARCHAL, Xavier KLEIN, *Conseillers*
Caroline ALAIME, *Directrice générale*

Point n° 14 - Enseignement - Ecoles communales - Redevance relative aux frais pouvant être réclamés aux parents pour une année scolaire

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, l'article L1122-30 ;

Vu les recommandations émises par les circulaires du 19 juillet 2022 relatives à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'exercice 2023 ;

Considérant la nécessité pour la Commune de reprendre la gestion du paiement des différentes activités organisées par les écoles communales ce, pour répondre aux exigences du pacte d'excellence ;

Considérant l'estimation réalisée du montant des frais pouvant être réclamés pour l'année scolaire 2023-2024 s'élevant à 205 € en primaire et à 45,00 € en maternelle ;

Vu les finances communales ;

Considérant qu'il est équitable de demander aux participants une participation financière à ces frais ;

Considérant la transmission du dossier au Receveur régional pour avis préalable en date du 28/04/2023 ;

Considérant l'avis Positif du Receveur régional remis en date du 28/04/2023 ;

Par ces motifs et après en avoir délibéré,

A l'unanimité des membres présents,

DÉCIDE

Article 1 : Il est établi au profit de la Commune de Saint-Léger, pour les exercices 2023 à 2025 inclus une redevance communale correspondant aux frais pouvant être réclamés aux parents pour une année scolaire concernant les écoles communales.

Article 2 : La redevance est due par les bénéficiaires ou par les personnes qui ont la charge des enfants, leurs représentants légaux ou leurs tuteurs.

Article 3 : Le taux de la redevance est fixé au coût réel qu'aura supporté la Commune pour l'organisation des activités suivantes dans les implantations scolaires communales :

- Les droits d'accès aux activités scolaires, culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés ;
- Les frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitée(s), organisés par l'école et s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés.

A noter que les frais liés aux droits d'accès à la piscine ainsi que les déplacements qui y sont liés resteront à charge de l'Administration communale.

Pour les classes de maternelle, les montants maximums ci-dessous pourront être réclamés :

- Plafond de 45,00 euros par élève et par année scolaire pour les activités scolaires culturelles et sportives.
- Plafond de 100 euros maximum par élève pour l'ensemble du cursus maternel pour les séjours pédagogiques avec nuitées, déplacements compris.

Ces montants sont indexés annuellement sur base des indices généraux des prix à la consommation et communiqué aux écoles via une circulaire de la FWB. Pour l'exercice 2023, les plafonds indexés sont respectivement de 49,22 € et 109,38 €.

Pour les classes de primaire, les frais scolaires seront réclamés exclusivement au coût réel.

Article 4 : La redevance est payable par virement bancaire sur le compte de l'Administration communale dans les 15 jours calendrier de l'envoi de la facture.

En cas de maladie de l'enfant, si le contrat avec le centre d'hébergement le permet, le remboursement des frais liés aux séjours pédagogiques avec nuitées sera effectué au prorata des jours restants pour l'enfant, sur prescription d'un certificat médical.

Article 5 : A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, dans le cadre du recouvrement amiable, un rappel par envoi simple sera envoyé au redevable.

À l'issue de ce rappel, en cas de non-paiement dans les 15 jours, conformément à l'article L 1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10 euros. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal à dater de la mise en demeure du redevable.

Article 6

Le traitement des données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement des données : Commune de Saint-Léger ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;
- Catégorie de données : données d'identification ;

- Durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de 5 ans et à les supprimer par la suite ;
- Méthode de collecte : recensement par l'Administration ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 7 : Le présent règlement entrera en vigueur le 1er jour de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 8 : Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Fait en séance susmentionnée,
Par le Conseil communal,

(s) Caroline ALAIME
Directrice générale

(s) Alain RONGVAUX
Bourgmestre - Président

Pour extrait conforme, Saint-Léger, le 26 mai 2023

Caroline ALAIME
Directrice générale



Alain RONGVAUX
Bourgmestre

